

réflexion de Claire Tollis porte sur l'étude des controverses, marque distinctive des latouriens même si d'autres courants ont, bien avant eux, fait le choix méthodologique d'étudier ce qui grippe dans le social – ainsi de l'analyse institutionnelle de René Lourau et Georges Lapassade, dont la méthode socianalytique consistait à provoquer des crises sur les terrains qu'ils étudiaient. C. Tollis estime qu'une approche « décontroversée » est nécessaire pour rendre visibles les pratiques écologiques novatrices et quotidiennes qui construisent la cité verte. Le texte de Matthieu Hubert, irrévérencieux surtout dans son titre, revient sur la difficulté d'articuler étude de laboratoire et *ANT*, et propose comme solution le recours à l'ethnographie multisituée.

La troisième partie de l'ouvrage porte sur l'effet « intimité ». Les deux chapitres qui la composent témoignent d'une proximité de, et avec, le penseur. Jérémy Damian réfléchit à la centralité de l'écriture en s'inspirant de Latour, dont l'originalité rédactionnelle est bien connue même si d'autres avaient expérimenté avant lui l'écriture sociologique, R. Lourau notamment. Écrire autrement permet une meilleure objectivité. Nicolas Senil établit quant à lui une distinction entre Bruno et Latour, afin de souligner que la lecture de Bruno Latour éblouit et peut constituer pour un chercheur un événement absolument décisif, même quand son influence scientifique sur le travail du chercheur demeure limitée. Le *work in progress* de Lisa Haye offre une réflexion méthodologique qui montre que l'*ANT* débouche sur une complexité ne pouvant être ressaisie par la « littérature ». L'utilisation d'autres outils, tels la théorie des graphes, devient nécessaire pour rendre justice aux données. Dans sa postface, B. Latour conseille aux doctorant.e.s de délaissier la théorie, fut-elle de l'acteur-réseau, pour se préoccuper de l'essentiel : l'écriture de la thèse.

Cet ouvrage présente deux qualités principales. En premier lieu, il documente un moment crucial de la recherche scientifique : la recherche doctorale et le « bricolage » de la thèse, sujets ignorés par la sociologie des sciences, et dont on n'entend parler que dans de soporifiques manuels de méthodologie des sciences sociales. En second lieu, il propose une réflexion plurielle sur l'un des plus grands penseurs contemporains, en posant une distinction nécessaire entre l'œuvre de Latour et le catéchisme de l'*ANT*. Quand on considère le rapprochement établi entre Latour et Kant dans la première partie, ou Latour et Barthes dans la

troisième, c'est bien l'effet « impertinence » qui marque l'ensemble de l'ouvrage. Avec elle vient le « principe du piochage » : prenons chez B. Latour seulement ce qui nous sert et combinons-le avec d'autres influences. Si l'éclectisme était autrefois le péché absolu, aujourd'hui le seul principe épistémologique qui vaille est l'opportunisme, et les auteur.e.s l'ont bien compris. Seul petit bémol : l'affirmation selon laquelle B. Latour est désormais au menu des formations doctorales doit être relativisée. La science politique s'est montrée particulièrement imperméable à ce jour, du moins à l'extérieur de l'Hexagone. L'auteure de ces lignes a pu le constater quand elle a voulu faire inscrire B. Latour sur la liste des lectures obligatoires de l'examen doctoral en théorie politique... dans sa propre Université.

L'effet Latour doit être lu, et il doit être lu comme un hommage à un penseur dont la qualité première est indéniablement de bouleverser.

Ève Seguin -

Université du Québec À Montréal

Skornicki (Arnault), Tournadre (Jérôme) -
La nouvelle histoire des idées politiques. – Paris, La Découverte, 2015 (Repères. Sciences politiques droit). 128 p. Bibliogr.

Le nouveau « Repères » rédigé par Arnault Skornicki et Jérôme Tournadre établit un précieux état de l'art des travaux qui, au cours des quatre dernières décennies, ont renouvelé les pratiques et les méthodes en histoire des idées politiques. Le livre s'ouvre sur le constat que les lacunes des traditions historiographiques dominantes obligent à refonder ce champ de recherche. *La nouvelle histoire des idées politiques* ne propose donc pas une énième synthèse lapidaire de la pensée de l'Antiquité à nos jours mais une réflexion épistémologique visant à faire de l'histoire de la pensée politique une science sociale à part entière. Car son principal handicap réside dans son approche « anhistorique et philosophique ».

Les auteurs soulignent en effet le caractère idéaliste de l'histoire traditionnelle des idées. Procédant comme si les idées flottaient dans le ciel et guidaient souverainement la marche du monde, des auteurs aussi politiquement éloignés qu'Isaiah Berlin et Leo Strauss accordent aux œuvres qu'ils étudient le statut d'entités abstraites et immuables. Contre cette conception mythologique de

l'histoire, un certain marxisme incarné par C. B. Macpherson tend à réduire les œuvres philosophiques à leurs conditions socio-économiques d'émergence. À égale distance de l'abstraction idéaliste et de la réduction matérialiste, Quentin Skinner rapporte chaque œuvre à son contexte intellectuel. Cette méthode dialectique permet d'échapper à l'opposition stérile entre une lecture interne qui considère que le contenu d'un texte se suffit à lui-même et une lecture externe qui n'explique le sens d'un livre qu'au regard de ses « causes » sociales. Dans la même veine que l'école de Cambridge, l'historien allemand Reinhart Koselleck tente de prendre en compte l'autonomie relative des discours tout en reconnaissant la temporalité spécifique des concepts. Autrement dit, son monumental dictionnaire des concepts historiques fondamentaux repose sur le postulat d'une irréductibilité réciproque des concepts et de la réalité sociale : les concepts n'échappent jamais à l'histoire, mais ils n'en sont pas pour autant un pur « reflet ». La puissance performative des mots exige que l'on pense chaque texte comme une action, dotée d'impacts sur le réel. Les idées politiques sont donc des « indicateurs » des transformations sociales autant que des « facteurs » de ces transformations. Si Q. Skinner et R. Koselleck opèrent une salutaire historicisation des catégories de pensée, ils ne se penchent presque pas sur ceux qui contribuent à produire ces catégories. Aussi A. Skornicki et J. Tournadre complètent-ils le panorama en insistant sur la nécessité d'y faire intervenir une véritable « histoire sociale ». Dans la mesure où la connaissance n'est pas le pur produit d'un sujet individuel mais une production sociale, il convient d'étudier les idées politiques dans leur fonctionnement effectif, ce qui suppose d'élaborer une sociologie des producteurs d'idées (écrivains, théoriciens), de ceux qui les diffusent (journalistes, éditeurs, enseignants) et de ceux qui les reçoivent et en font usage (lecteurs, étudiants, publics). Le programme de recherche englobe donc une sociologie des intellectuels, des médiateurs culturels et de la réception. En ce domaine,

de solides bases ont été posées par la sociologie de la connaissance de Karl Mannheim, la nouvelle sociologie des idées de Charles Camic, le matérialisme historique de Neal et Ellen Meiskis Wood et l'histoire sociale des idées politiques de Pierre Bourdieu, Gisèle Sapiro et Frédérique Matonti.

Après avoir élargi la *méthode* d'analyse des idées à une « sociologie historique » de leurs appropriations, A. Skornicki et J. Tournadre invitent à élargir l'*objet* lui-même, c'est-à-dire à ne plus réserver aux « grands penseurs » le monopole des idées politiques. Car, si « tous les hommes sont des philosophes » (Gramsci), on ne saurait s'en tenir au seul champ intellectuel et aux théoriciens professionnels. L'histoire des idées se penche ainsi sur les lieux de fabrication de l'idéologie dominante (Boltanski et Bourdieu) mais, aussi et surtout, sur les imaginaires politiques (Georges Duby), les cultures populaires (Annie Collovald et Erik Neveu) et les représentations collectives ouvrières (E. P. Thompson, Richard Hoggart).

Le cinquième et dernier chapitre clôt le livre par une interrogation sur la « mise en politique des idées », c'est-à-dire sur la façon dont des théories, concepts et croyances en provenance des champs intellectuels, académiques et experts pénètrent différents secteurs du champ politique. Dirigeants, partis et militants font en effet des usages multiples des idées politiques, obligeant les sciences sociales à examiner comment les savoirs circulent et franchissent les frontières des différents champs. Clair et synthétique, cet ouvrage a le mérite de rassembler dans un programme de recherche unifié des entreprises jusqu'ici éclatées. Reste à conférer à cette histoire processuelle et relationnelle des idées politiques les institutions à même de consolider son développement académique.

Manuel Cervera-Marzal -

Université libre de Bruxelles/Université Paris-Diderot